

Questions orales

territoriaux au Québec. Le gouvernement du Canada ne veut pas donner plus de 130 000 \$. Est-ce que le ministre pourrait me confirmer que son ministère a accepté de verser aux Algonquins du lac Barrière 130 000 \$ pour poursuivre le gouvernement du Québec sur les droits territoriaux?

[Traduction]

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le député est mal informé de certains aspects de cette question.

Les bandes algonquines de l'ouest du Québec, qui sont au nombre de neuf, ont demandé au ministère des Affaires indiennes et du Nord de juger si une revendication territoriale pouvait être négociée. Nous avons dépensé près de 500 000 \$ pour ces quelques bandes afin d'effectuer les recherches nécessaires pour décider si nous négocierions ou non cette revendication.

Ces travaux sont presque terminés et, en consacrant 130 000 \$ de plus à l'étude des questions relatives à l'utilisation actuelle de ce territoire, nous croyons pouvoir bientôt accepter de négocier cette revendication.

[Français]

M. Gilles Rocheleau (Hull—Aylmer): Monsieur le Président, le ministre ne se rend-il pas compte qu'il devient complice de la saga contre le Québec actuellement, en contribuant des sommes d'argent aussi importantes pour continuer à placer le Québec dans une situation qu'il ne mérite sûrement pas de la part du gouvernement fédéral?

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, c'est une proposition incompréhensive.

[Traduction]

En fait, le gouvernement du Canada s'est engagé à négocier et à régler les revendications territoriales dans toutes les régions du Canada où on peut le persuader que ces revendications sont légitimes.

* * *

L'AGRICULTURE

Mme Louise Feltham (Wild Rose): Monsieur le Président, certains agriculteurs sont très préoccupés par l'issue des négociations actuelles dans le cadre du GATT.

Hier, j'ai rencontré des représentants de plusieurs organismes de gestion de l'offre. Ceux-ci appuient les propositions du Canada visant à renforcer et à clarifier l'article XI du GATT, mais ils craignent que le Canada ne soit contraint de renoncer à sa position ferme afin que toutes les parties puissent en arriver à un compromis.

Ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le ministre peut-il confirmer à la Chambre l'engagement qu'il a pris de réclamer le renforcement et la clarification de l'article XI?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis heureux que la députée pose cette question, parce qu'il existe actuellement des craintes non justifiées.

Le gouvernement du Canada a établi sa position relativement au GATT en consultant les intervenants, les agriculteurs et les producteurs. Cette position consiste à demander le maintien, le renforcement et la clarification de l'article XI. Cela signifie que le Canada, le gouvernement et les producteurs, maintiendront cette position relativement à la gestion de l'offre tout au long des négociations. Nous avons déjà dit qu'il en serait ainsi.

En fait, chaque fois que j'ai eu l'occasion de rencontrer des membres du GATT, je leur ai dit que le Canada demanderait non seulement le maintien de l'article XI, mais aussi sa clarification et son renforcement.

* * *

L'INDUSTRIE DU TEXTILE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, la société Dominion Textiles a annoncé la semaine dernière qu'elle allait fermer son usine Fiberworld, à Hawkesbury, mettant ainsi définitivement à pied 86 travailleurs parce que, a-t-elle déclaré, elle ne peut plus concurrencer les usines américaines compte tenu de la politique du dollar fort du gouvernement actuel.

Comme c'est la deuxième usine en deux semaines qui ferme pour cette raison dans ma circonscription, combien d'autres fermetures faudra-t-il avant qu'on se décide à agir? Combien de travailleurs devront encore perdre leur emploi avant que le gouvernement comprenne à quel point sa politique du dollar fort est catastrophique pour mes électeurs, entre autres?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le député